

Art. 3. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de l'Education nationale,  
Ph. BUSQUIN

F. 81 — 1067

27 AVRIL 1981. — Arrêté ministériel exécutant l'article 4 de l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat

Le Ministre de l'Education nationale,

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril fixant la composition des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de constituer les collèges des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat,

Arrête :

Article 1er. En vue de la présentation des candidats aux mandats de président et de vice-président du Collège de chacun des districts éducatifs créés en exécution de l'article 1er de l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat, le doyen d'âge des chefs des établissements d'enseignement secondaire composant un district éducatif, nommé à la fonction de chef d'établissement et en activité de service, réunit ses collègues avant le 15 mai au siège de l'établissement d'enseignement secondaire dont il est le chef.

Art. 2. La convocation doit être adressée dix jours au moins avant la séance et ne peut comporter qu'un seul point à l'ordre du jour : la présentation des candidats.

Art. 3. Le doyen d'âge préside cette réunion; le chef d'établissement le plus jeune fait office de secrétaire.

Art. 4. Les candidatures conformes au prescrit de l'article 4, alinéa 2 de l'arrêté royal du 2 avril 1981 susvisé sont recueillies en séance.

Art. 5. Les candidatures sont présentées ensemble, dans l'ordre alphabétique, aux suffrages de l'assemblée. Le bulletin ne porte que les noms et prénoms des candidats.

Art. 6. Le vote est secret. Chaque chef d'établissement ne peut émettre que deux suffrages.

Art. 7. Le vote n'est valable que si les deux tiers au moins des chefs d'établissement, membres du Collège du district éducatif, sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les trois jours et le vote a lieu, quel que soit le nombre des présents.

Art. 8. Le procès-verbal fait mention des chefs d'établissement présents et absents, ainsi que du décompte des voix obtenues par les deux candidats proposés.

Art. 9. Le procès-verbal signé par le président et le secrétaire est transmis sans délai à la direction générale des personnels, des statuts et de l'organisation administrative, qui vérifie la conformité des deux candidatures faisant l'objet de la proposition; il est soumis par cette administration à la décision du Ministre.

Art. 3. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Nationale Opvoeding,  
Ph. BUSQUIN

N. 81 — 1667

27 APRIL 1981. — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs

De Minister van Nationale Opvoeding,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 1981 houdende samenstelling van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd door artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de Colleges van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs samen te stellen,

Besluit :

Artikel 1. Ten einde de kandidaten voor te dragen voor de mandaten van voorzitter en ondervoorzitter van het college van elk van de opvoedende distrikten, die opgericht zijn in uitvoering van artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs, roept het oudste in jaren van de hoofden der inrichtingen voor secundair onderwijs waaruit een opvoedend distrikt bestaat, dat in het ambt van inrichtingshoofd benoemd is en in actieve dienst is, vóór 15 mei zijn collega's bijeen in de inrichting voor secundair onderwijs waarvan hij hoofd is.

Art. 2. De oproepingsbrief moet ten minste tien dagen vóór de vergadering verzonden worden en mag slechts een enkel punt in de agenda opnemen, namelijk de voordracht van de kandidaten.

Art. 3. Het oudste inrichtingshoofd treedt op als voorzitter van deze vergadering; het jongste inrichtingshoofd treedt als secretaris op.

Art. 4. De candidaturen, welke met de bepalingen van artikel 4, tweede lid, van het voormeld koninklijk besluit van 2 april 1981 overeenstemmen, worden gedurende de vergadering ingezameld.

Art. 5. De candidaturen worden samen en in alfabetische volgorde in stemming gebracht. Het stembriefje vermeldt enkel de naam en voornamen van de kandidaten.

Art. 6. De stemming is geheim. Elk inrichtingshoofd mag slechts twee stemmen uitbrengen.

Art. 7. De stemming is alleen geldig als ten minste twee derde van de inrichtingshoofden, die lid zijn van het college van het opvoedend distrikt, aanwezig zijn. Indien het quorum niet bereikt is, wordt binnen drie dagen opnieuw vergaderd en vindt de stemming plaats, wat het aantal aanwezigen ook mag zijn.

Art. 8. De notulen vermelden de aanwezige en afwezige inrichtingshoofden, alsmede de door de twee voorgedragen kandidaten behaalde stemmen.

Art. 9. De notulen, die door de voorzitter en de secretaris mede-ondertekend zijn, worden onverwijld gestuurd naar de algemene directie personeel, statuten en administratieve organisatie, die de conformiteit van de twee voorgedragen candidaturen nagaat en worden door dit bestuur ter beslissing aan de Minister voorgelegd.

**Art. 10.** Le Secrétaire général du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 avril 1981.

Ph. BUSQUIN

F. 81 — 1668

**30 AVRIL 1981.** — Arrêté ministériel exécutant l'article 7 de l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat

Le Ministre de l'Education nationale,

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril fixant la composition des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence résultant de la nécessité de mettre les districts éducatifs en état de fonctionner,

Arrête :

**Article 1er.** Les collèges de districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat se réunissent quatre fois au moins par année scolaire.

Chacune des matières appartenant à la mission des collèges, telle que précisée à l'article 2 de l'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation des districts éducatifs dans l'enseignement de l'Etat, figure une fois au moins par année scolaire à l'ordre du jour des réunions.

La convocation aux réunions, signée par le président du collège, fixe l'ordre du jour. Elle est adressée cinq jours ouvrables au moins avant la date de la réunion. Chacun des chefs d'établissement composant le collège peut faire inscrire un point à l'ordre du jour par requête adressée au président, dix jours au moins avant une séance.

**Art. 2.** Les avis et propositions à transmettre au Ministre ne sont formulés et approuvés que lorsque la moitié au moins des membres du collège sont présents.

Toute matière inscrite à l'ordre du jour pour la deuxième fois peut faire l'objet d'un avis ou d'une proposition au Ministre, quel que soit le nombre de membres du collège présents.

**Art. 3.** Le procès-verbal d'une réunion fait mention :

— des membres du collège présents et absents,  
— du nombre de voix pour, de voix contre, concernant toute proposition ou tout avis mis aux voix, ainsi que du nombre et de la justification des abstentions, des avis de l'une et de l'autre partie en cas de partage égal des voix, de l'avis de la minorité en cas de partage inégal des voix.

**Art. 4.** Lorsqu'il a été approuvé, le procès-verbal est adressé immédiatement à la direction générale de l'enseignement secondaire, qui, dans les dix jours, le transmet au Ministre avec ses avis et considérations s'il échet.

Une ampliation du procès-verbal est adressée par les soins de cette administration aux inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire, à la direction générale de l'organisation des études et à la direction générale des personnels, des statuts et de l'organisation administrative.

**Art. 5.** A la dernière réunion de l'année scolaire, chaque collège établit un bilan succinct des diverses activités qu'il a développées et formule toutes les suggestions qu'il juge opportunes en vue d'accroître son efficacité.

**Art. 6.** Quand ils participent aux réunions des collèges de districts éducatifs, les chefs d'établissement d'enseignement de l'Etat sont en activité de service.

**Art. 10.** De Secretaris-generaal van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 april 1981.

Ph. BUSQUIN

N. 81 — 1668

**30 APRIL 1981.** — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 7 van het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het rijksonderwijs

De Minister van Nationale Opvoeding,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 april 1981 houdende samenstelling van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals het gewijzigd werd door artikel 18 van de wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, de werking van de opvoedende distrikten mogelijk te maken,

Besluit :

**Artikel 1.** De colleges van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs vergaderen ten minste viermaal per schooljaar. Iedere materie die deel uitmaakt van de opdracht van deze colleges, zoals ze is omschreven in artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 april 1981 houdende oprichting en organisatie van de opvoedende distrikten in het Rijksonderwijs, zal ten minste eenmaal per schooljaar op de agenda van de vergaderingen worden geplaatst.

De agenda van de vergadering is vermeld in de oproepingsbrief, ondertekend door de voorzitters van het college. Deze brief wordt ten laatste vijf werkdagen vóór de datum van de vergadering opgestuurd. Elk inrichtingshoofd, dat deel uitmaakt van het college, kan een punt op de agenda laten plaatsen door middel van een verzoekschrift dat ten laatste tien dagen vóór de vergadering aan de voorzitter wordt gestuurd.

**Art. 2.** De adviezen en voorstellen die aan de Minister moeten worden overgezonden, worden slechts dan uitgebracht en goedgekeurd wanneer ten minste de helft van de leden van het college aanwezig zijn.

Iedere materie die voor de tweede maal op de agenda voorkomt, mag het voorwerp uitmaken van een advies of voorstel aan de Minister, ongeacht het aantal aanwezige leden van het college.

**Art. 3.** De notulen van een vergadering vermelden :

— de leden van het college die aanwezig of afwezig waren,  
— het aantal stemmen voor en het aantal stemmen tegen, voor ieder voorstel of advies waarover werd gestemd, alsmede het aantal onthoudingen en de reden ervan, de adviezen van elke partij bij gelijkheid van stemmen en het advies van de minderheid bij ongelijkheid van stemmen.

**Art. 4.** Als de notulen zijn goedgekeurd, worden ze onmiddellijk gestuurd aan de algemene directie secundair onderwijs, die ze binnen tien dagen verzendt aan de Minister, eventueel met haar adviezen en opmerkingen.

Een duplicaat van de notulen wordt door dit bestuur overgezonden aan de inspecteurs-generaal van het secundair onderwijs, aan de algemene directie organisatie van het onderwijs en aan de algemene directie personeel, statuten en administratieve organisatie.

**Art. 5.** Op de laatste vergadering van het schooljaar maakt ieder college een beknopte balans van zijn werkzaamheden op en doet het alle voorstellen die het nodig acht om zijn doeltreffendheid te vergroten.

**Art. 6.** Als ze de vergaderingen van de colleges van de opvoedende distrikten bijwonen, zijn de hoofden van de rijksonderwijsinrichtingen in actieve dienst.